

[Français]

Compte tenu du fait qu'il existe des disparités régionales, on propose que diverses provinces, chacune dans sa propre sphère de compétence, aient le droit d'imposer des modifications aux programmes sociaux établis, en vue d'aider davantage les nécessiteux. En ce qui concerne les affaires urbaines, on reconnaît que ceux qui vivent dans les villes et dans les régions métropolitaines—et ils forment la majorité des Canadiens—se heurent à des problèmes qui leur sont particuliers.

[Traduction]

Pour ce qui est des programmes de remembrement des terres et de la rénovation des vieux quartiers, nous devrions être en mesure d'assurer le Canada que ses villes ne seront pas dégradées, comme ce fut le cas de nombreux centres urbains de par le monde, par suite d'un manque de planification dans l'expansion. Grâce à la collaboration entre le gouvernement fédéral et les provinces sur les questions économiques, en ce qui concerne les recommandations du Conseil économique, la santé et l'éducation, l'appartenance des terres à des étrangers, grâce à la conférence des provinces de l'Ouest du Canada sur l'avenir économique de la région, qui est à l'état de projet, et grâce à un vaste ensemble de programmes destinés à appuyer le monde des affaires et l'entreprise privée canadienne, il y a tout lieu d'espérer que les Canadiens bénéficieront d'un climat économique où les citoyens ne seront pas opprimés, par le seul coup du sort, par la malchance ou l'adversité, d'un climat économique qui encouragera le chef des grandes comme des petites entreprises à étendre ses opérations et à rentabiliser son ingéniosité et ses efforts.

[Français]

Monsieur l'Orateur, j'ai été très honoré d'avoir l'occasion d'appuyer la proposition du député de Nipissing. On me permettra de remercier le très honorable premier ministre (M. Trudeau) et son cabinet, et de vous remercier vous-même de votre patience et de votre courtoisie à l'égard d'un nouveau député.

[Traduction]

Je suis heureux d'appuyer l'adresse en réponse au discours du trône.

(Sur la motion de l'honorable M. Stanfield, le débat est ajourné.)

* * *

LES TRAVAUX DE LA CHAMBRE

LA MOTION RELATIVE AUX HOSTILITÉS AU VIETNAM

L'hon. Allan J. MacEachen (président du Conseil privé): Monsieur l'Orateur, j'aimerais maintenant passer à la résolution figurant au nom du secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Sharp). Nos consultations ont abouti à un accord permettant à la Chambre d'étudier cette résolution à 2 heures et limitant le débat à un orateur par parti pendant 15 minutes afin que l'étude de cette question soit terminée en une heure. Je suggère que cet accord fasse l'objet d'un ordre de la Chambre et que la séance reprenne à 2 heures.

M. l'Orateur: Est-on d'accord?

Des voix: D'accord.

Les hostilités au Vietnam

M. l'Orateur: Il en est ainsi ordonné. Plaît-il à la Chambre que je déclare qu'il est 1 heure?

Des voix: D'accord.

M. l'Orateur: Comme il est 1 heure, je quitte maintenant le fauteuil.

[Français]

La Chambre reprendra ses travaux à 14 heures.

REPRISE DE LA SÉANCE

La séance reprend à 2 heures.

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LA POURSUITE DES HOSTILITÉS AU VIETNAM

[Traduction]

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures) propose l'adoption de la résolution suivante:

La Chambre

(1) A noté avec une vive inquiétude la poursuite des hostilités au Vietnam du Nord et au Vietnam du Sud ainsi qu'au Cambodge et au Laos, et déplore les bombardements massifs récents de la région de Hanoi-Haiphong;

(2) Est consciente de la possibilité que le Canada soit appelé à jouer un nouveau rôle de surveillance après l'arrêt des hostilités au Vietnam;

(3) Se réjouit de la reprise des négociations visant à mettre fin aux hostilités au Vietnam;

(4) Se réjouit de l'arrêt du bombardement de la région de Hanoi-Haiphong;

(5) Demande à toutes les parties impliquées dans le conflit de s'abstenir d'actes de guerre qui pourraient compromettre le succès des négociations en cours;

(6) Demande au gouvernement des États-Unis de ne pas reprendre le bombardement aérien de la région de Hanoi-Haiphong;

(7) Demande au gouvernement de transmettre le texte de la présente résolution aux participants aux négociations de Paris sur le Vietnam.

—Monsieur l'Orateur, le peuple canadien, la Chambre et le gouvernement déplorent depuis des années la poursuite des hostilités en Indochine et la souffrance que les événements infligent aux personnes en cause. Je l'ai dit le 17 décembre dernier quand les négociations entre les États-Unis et le Vietnam du Nord ont paru mener à une impasse, le gouvernement canadien a été profondément désolé qu'elles n'aient pas été fructueuses. Nous nous réjouissons qu'elles aient repris cette semaine.

Entre-temps, toutefois, le bombardement intense de la région de Hanoi-Haiphong nous a bouleversés. Nous comprenons mal les raisons du bombardement, ou la fin qu'il était censé atteindre. Nous déplorons cette action et nous avons dit aux autorités américaines ce que nous en pensons.

Nous avons été très heureux d'apprendre, fin décembre, que le gouvernement des États-Unis avait décidé d'arrêter les bombardements de la région de Hanoi-Haiphong. Nous l'avons dit au gouvernement américain et, en tant qu'ami et voisin, nous lui avons exprimé notre espoir que les bombardements ne seraient pas repris. Aussi terribles soient-ils, ces bombardements ne sont qu'un aspect d'une situation plus générale qui inquiète profondément le peuple canadien ainsi que son gouvernement. Il persiste au Vietnam, chez les deux parties, un profond climat d'hostilité et de violence, que nous déplorons également.